



Premier ministre

Hôtel de Matignon, le 7 février 2017

Discours de M. Bernard CAZENEUVE, Premier ministre

à l'occasion de la signature de l'avenant au CPER Ile-de-France

Massy, mardi 7 février 2017

Monsieur le ministre,
Cher Jean-Michel BAYLET,
Monsieur le Préfet de région,
Madame la Présidente du Conseil Régional,
Chère Valérie PECRESSE,
Monsieur le Président du Conseil départemental,
Cher François DUROVRAY,
Monsieur le sénateur-maire,
Cher Vincent DELAHAYE,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs.

C'est à dessein que j'ai tenu à venir signer ici, à Massy, avec la présidente Valérie PECRESSE, l'avenant au contrat de plan Etat-Région pour l'Ile-de-France, tout d'abord parce que c'est pour nous l'occasion de mesurer ensemble la remarquable transformation urbaine, vous l'avez tous souligné, qui est ici à l'œuvre, autour du hub TGV de Massy.

Les chiffres sont impressionnants, ils m'ont été communiqués pendant la visite, sur 110 hectares d'ancienne friche industrielle, vous construisez un quartier qui accueillera 10.900 nouveaux habitants et 14.000 emplois en tout.

Sur la place du Grand Ouest, que nous venons d'observer, émergent 4 hectares de ville, grâce au travail de 1200 ouvriers qui chaque jour font sortir de terre, me dit-on, 1200 mètres carrés de surfaces, notamment de logements.

Je veux, en présence de l'ensemble des élus et des acteurs de ce projet, saluer cette réussite, qui prend vie sous nos yeux, Monsieur le maire votre intuition devient réalité, les infrastructures de transport s'accompagnent d'un grand projet de requalification urbaine, et c'est bien cela faire la ville.

En me rendant à Massy je veux également souligner que le Grand Paris porte l'ambition de rééquilibrer l'Ile-de-France, et permet, en particulier à la Grande couronne de trouver toute sa

place. Le Grand Paris que nous construisons permet de dépasser les frontières administratives et économiques héritées de l'Après-guerre, ici nous sommes au cœur de l'un des nouveaux pôles à partir desquels va s'organiser progressivement le Grand Paris.

Ces convictions ont commencé à prendre corps dès février 2015 grâce à la signature, avec Jean-Paul HUCHON, du contrat de plan Etat-Région pour l'Ile-de-France, l'avenant que nous signons aujourd'hui, en apportant le financement requis pour l'amélioration des transports et la modernisation des universités, donne une nouvelle dimension, une ambition supplémentaire à ce qui a déjà été signé.

Bien plus, d'ailleurs, qu'un instrument financier, le contrat de plan Etat-Région est, vous l'avez souligné Madame la Présidente, un outil stratégique pour le développement de la région capitale.

Pour transformer et rééquilibrer un territoire, je crois, comme vous chère Valérie, en la force du contrat, et vous indiquiez que les contrats doivent être remplis, vous avez raison, c'est toujours l'intention de l'Etat de remplir les contrats qu'il signe, et un contrat ce sont des partenaires, à parts égales, à part entière, qui décident ensemble de faire des choses utiles.

Je crois, par ailleurs, même si nous sommes dans une période dont on m'a dit qu'elle était électorale, on m'annonce des échéances, à venir, que par delà ce qui peut séparer les uns des autres, les majorités des oppositions, on doit, sur les grands projets les plus structurants pour le pays, favoriser la continuité de l'action publique, c'est ça qui compte, sinon il n'y a pas de projet qui puisse aboutir, lorsque la continuité de l'action publique sert l'intérêt général.

Ce contrat de plan révisé confirme la priorité absolue donnée à la l'amélioration des conditions de déplacement de nos concitoyens dans cette grande région, elle a fait l'objet d'une mobilisation, vous l'avez souligné, des services de l'Etat, vous avez remercié à juste titre le préfet de la région Ile-de-France, mais chacun qui s'intéresse à la chose publique sait que les meilleurs préfets sont encore meilleurs lorsqu'ils sont dirigés par de bons gouvernements.

Et comme il n'a pas été indiqué, dans les discours, le rôle déterminant joué par mon prédécesseur, Manuel VALLS, Premier ministre, élu de l'Essonne, pour que ce contrat puisse être signé, je me permets de le souligner, parce que c'est la justice que de le faire. Et je le fais d'autant plus volontiers que chacun aura bien compris que compte tenu du temps que j'ai derrière moi comme Premier ministre, compte tenu d'ailleurs aussi du temps que j'ai devant moi, je ne suis pas personnellement pour grand chose dans cette affaire. Il faut toujours rendre hommage à ceux dont c'est le rôle d'avoir contribué à la signature de bons contrats, et pour avoir beaucoup parlé de ce sujet avec lui, dans les responsabilités précédentes qui étaient les miennes, je sais le rôle déterminant joué par mon prédécesseur Manuel VALLS et je veux lui rendre hommage.

C'est d'ailleurs grâce à son engagement que l'Etat apportera plus de 1,4 milliard d'euros pour la modernisation et l'extension des réseaux d'ici à 2020, auxquels s'ajouteront 1,6 milliard apporté par la Société du Grand Paris, et 3 milliards apportés par la région. Par ailleurs, la Société du Grand Paris consacrera 13 milliards sur la même période à la réalisation de nouvelles lignes de métro du Grand Paris Express.

C'est ainsi une véritable révolution des transports qui s'engage, je sais que vous y tenez tous et toutes, pour améliorer la qualité de vie des Franciliens, pour renforcer l'attractivité de ce territoire, pour y préserver, aussi, l'environnement.

Les nouvelles lignes du Grand Paris Express, dotées des technologies les plus avancées en matière de métro automatique, permettront de doubler la longueur du réseau parisien. Conçu sous le quinquennat précédent, ce projet s'est réalisé sous les gouvernements de Jean-Marc AYRAULT et de Manuel VALLS, grâce à la mobilisation, par l'Etat, des financements nécessaires. D'ailleurs vous aurez remarqué que quand vous aurez agrégé tous nos discours, vous constaterez que chacun a pris sa part, et c'est l'intérêt, d'ailleurs, d'avoir plusieurs intervenants.

Ces lignes sont désormais parfaitement engagées, et elles sont irréversibles. Les enquêtes publiques ont eu lieu et toutes les déclarations d'utilité publique seront publiées d'ici à la fin avril, cela vaut bien sûr pour la ligne 18, qui desservira ce territoire, mais comme je sais la pugnacité de la présidente, cela vaut, et vous avez raison d'ailleurs d'insister sur ce point, pour l'ensemble des engagements que nous avons pris, pour lesquels il faudra que toutes les procédures publiques soient engagées avec la diligence qui convient parce qu'aucun projet, pour lesquels nous mobilisons des financements, ne peut se permettre de prendre le moindre retard.

J'en profite pour dire que si nous pouvions aller aussi vite pour la desserte de la Normandie que ce que nous faisons pour l'Ile-de-France, personnellement j'en serai tout à fait ravi, parce que pour la Normandie la doctrine qui prévaut c'est celle qui inspirait les poèmes du président Edgar FAURE : on ne vit qu'un instant et le reste du temps on attend.

J'ai par ailleurs noté votre accord, Madame la Présidente, pour que la déclaration d'utilité publique de la ligne 15 Est soit publiée sans attendre, afin que ce projet ne souffre d'aucun retard.

Comme nous en sommes convenus, à la demande du Syndicat des Transports d'Ile-de-France et de Jean-Christophe LAGARDE, nous avons évoqué ce sujet ensemble lors de notre dernier entretien, la Société du Grand Paris apportera son concours aux études de la desserte du centre de Drancy. Ce projet prend désormais corps grâce à l'engagement exemplaire des équipes de la Société du Grand Paris et de son président, monsieur YVIN, que je veux saluer, les travaux ont débuté sur la ligne 15 Sud et le premier tunnelier sera mis en place, cher Philippe YVIN, à la fin de l'année à Champigny. Vous me confirmez bien cela? Parfait.

L'amélioration des transports en Ile-de-France c'est aussi, bien sûr, l'extension du RER E vers l'Ouest qui offrira une alternative au RER A, aujourd'hui saturé. Le financement de ce projet majeur sera assuré grâce à une contribution exceptionnelle de l'Etat via la Société du Grand Paris.

Le nouveau Grand Paris des transports, c'est aussi, Mesdames et Messieurs, la modernisation des lignes existantes, conformément au plan de mobilisation élaboré par votre prédécesseur, elle représente un enjeu essentiel puisque les lignes RER et Transilien sont la colonne vertébrale des déplacements en Ile-de-France. Or, nous le savons, ce réseau, qui fait le quotidien des Franciliens, n'était plus à la hauteur, incidents à répétition, ruptures de caténaires, conditions de déplacement indignes d'une grande capitale, les voyageurs étaient, à juste titre, exaspérés.

Ces difficultés sont la conséquence de décennies de sous-investissements dans le réseau francilien au profit des lignes TGV, et à la suite du rapport de la commission Mobilité 21 animée par le député Philippe DURON, nous avons su reconnaître les excès de la politique du tout TGV et accorder à nouveau la priorité aux transports du quotidien, et j'en remercie les acteurs présents.

Ces priorités au renouvellement du réseau existant ce sont traduites dans le contrat de performance que l'Etat vient de conclure avec SNCF Réseau. L'Ile-de-France en sera la première bénéficiaire, entre 2014 et 2017 SNCF Réseau aura quasiment doublé ses investissements dans la région et créé plus de 1100 postes supplémentaires.

Les investissements affectés au renouvellement du réseau atteindront cette année 740 millions d'euros. Je suis, Madame la Présidente, chère Valérie, comme vous, particulièrement vigilant sur ce point, et je peux vous confirmer que l'Etat a donné à SNCF Réseau les moyens de tenir ses engagements vis-à-vis du STIF, et je sais que cela vous met dans une grande satisfaction et une considérable reconnaissance à l'égard de l'Etat qui a exercé les responsabilités qui lui incombent.

Le contrat de plan prévoit en effet la poursuite de ces investissements, sur la période 2015-2020, avec 1,4 milliard d'euros pour les schémas directeurs des RER et les schémas de secteurs des lignes, le remplacement des 180 kilomètres de la caténaire de la ligne C entre Paris et Brétigny, qui avait près de 100 ans d'âge sur certains tronçons, illustrent parfaitement cet effort.

Je n'oublie pas le renouvellement des matériels roulants, dans le cadre du plan que vous avez lancé, à la Région, qui est un bon plan, il concernera bien sûr la ligne B qui dessert Massy, vous l'avez dit dans votre discours.

Améliorer les lignes existantes c'est aussi simplifier leur exploitation, je pense en particulier à la ligne D qui couvre 190 kilomètres de rails, sur trois régions, et grâce au travail pragmatique accompli par le président DUROVRAY, que je veux saluer, et Stéphane BEAUDET, la circulation y sera, dès 2018, plus régulière et deux fois plus fréquente.

Grâce à l'avenant que nous signons aujourd'hui, les crédits apportés par l'Etat seront abondés de près de 15 millions d'euros, son aboutissement est également du à l'implication de Jean-Michel BAYLET, ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ruralité, des Collectivités territoriales, dont je veux souligner à la fois l'engagement et la présence à nos côtés aujourd'hui. Dans le secteur des transports, cet avenant comporte deux volets : le premier concerne l'accompagnement du plan routier que vous avez souhaité déployer afin d'améliorer la circulation routière dans la région, vous avez évoqué ce plan dans votre propos à l'instant, des projets aussi attendus que l'enfouissement de la Nationale 10 à Trappes, l'achèvement du contournement de Roissy ou encore celui de la déviation de Boissy-Saint-Léger seront accélérés. L'avenant permettra, ensuite, d'assurer le financement des trois projets majeurs que sont le tram 12 Express entre Massy et Evry, l'extension du tram T1 et la réalisation du tram T9 dans le Val-de-Marne. S'agissant en particulier du tram 12 qui arrivera à Massy le bouclage du financement nous permet de signer aujourd'hui un protocole d'engagement avec la Région, le département de l'Essonne, SNCF Réseau et SNCF Mobilités, ce projet reliera les deux principales agglomérations essonniennes et, conformément au souhait du président du Grand Paris Sud Francis CHOUAT il améliorera la liaison entre les communes, notamment celle de

Grigny. Je veux souligner son rôle pour la desserte de l'hippodrome de Ris-Orangis qui, grâce à la mobilisation des élus locaux, a vocation à devenir une destination majeure de l'Ile-de-France dans le cadre d'un projet de développement durable, celui de l'Ecopolis tourné vers le loisir, le sport, le bien-être et la santé. Relier les territoires, abolir les coupures, rapprocher les habitants des opportunités qu'offrent les villes, voilà comment on met fin aux situations de relégations, c'est l'enjeu du tram 12 comme du tram 4 pour la desserte de Clichy-sous-Bois et de Montfermeil, après des décennies de blocage ce projet est enfin lancé grâce à nous tous.

Mais le Grand Paris n'est pas seulement un projet d'infrastructures, c'est aussi l'ambition d'inventer un nouveau modèle urbain et, de ce point de vue, le chantier qui est sous nos yeux témoigne que cette ambition est partout à l'œuvre, avec 635.000 étudiants la Région Ile-de-France occupe une place éminente dans le paysage national et international des savoirs, l'action de la ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche a permis au cours des dernières années de consolider cette position privilégiée, plus de cinq milliards d'euros de crédit d'Etat sont mobilisés en faveur des universités franciliennes, il fallait qu'elles trouvent leur place dans l'aménagement du Grand Paris et deviennent des acteurs du développement urbain, c'est pourquoi le contrat de plan Etat-région prévoyait d'apporter à la stratégie régionale de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de l'Innovation un soutien à hauteur de 788 millions d'euros. L'avenant que nous signons aujourd'hui permet, comme vous l'avez souligné Madame la Présidente, d'aller plus loin pour que soient soutenus des projets universitaires de Grande couronne, présentés au titre des initiatives d'excellence du programme d'investissement d'avenir. Vous le savez mieux que quiconque, ici - au travers de l'exemple de Paris Saclay – un campus, un centre de recherche en Grande couronne ce n'est pas simplement un lieu d'études ou de production de savoir c'est aussi un lieu qui crée des liens dans la ville, c'est pourquoi je me félicite que l'université d'Evry soit désormais membre de la Comue Paris Saclay. Nous avons au-delà de cela décidé de soutenir les projets de la Communauté d'universités et d'établissement Paris Seine, à travers l'IUT et le Learning center la Comue de Paris Est bénéficiera elle aussi de financements supplémentaires pour son bâtiment de direction à Marne-la-Vallée.

Permettez-moi, mesdames et messieurs, pour conclure de citer l'architecte de la place du Grand Ouest Christian PORTZAMPARC qui est parmi nous avec son épouse et que je salue : « toute architecture engage une vision de la ville » a-t-il l'habitude de dire, la ville que nous voyons s'édifier ici, qui résulte de l'engagement constant de nos gouvernements depuis 10 ans, traduit bien une telle vision, une ville où s'effacent les frontières arbitraires héritées du passé, une ville qui est le moteur du développement économique, de la croissance et de l'emploi, une ville solidaire – vous l'avez dit Monsieur le Maire dans votre propos, vous l'avez dit avec passion tout au long de cette visite – où 10 millions d'habitants bénéficient des mêmes qualités de vie, de logements et ont accès à tous les services urbains, je parle des 10 millions d'habitants qui vivent dans les villes dans la région. Question de PORTZAMPAC qui dit également que : « l'urbanisme est l'art de réconcilier Eskyia et Hermès », l'espace privé et l'espace public, c'est également très juste que de formuler les choses ainsi, c'est tout le sens de l'aménagement que vous avez conçu dans cette ville. Ces travaux gigantesques ne visent pas à accumuler encore et encore des m² de bureaux mais à susciter l'émergence d'un quartier vivant qui deviendra un nouveau centre du Grand Paris, cette vision ne peut progresser que si l'Etat et les collectivités territoriales travaillent de concert, cela n'a pas toujours été le cas, le contrat de plan Etat-région a scellé leur réconciliation, l'avant que nous allons signer amplifie cet effort de mobilisation collective en faveur des transports et des universités.

J'ajoute que cette réussite est le travail de l'ensemble des techniciens des collectivités qui vont signer, de l'Etat - je salue Jean-François CARENCO – car ensemble ces fonctionnaires, hauts fonctionnaires, avec l'énergie qui les caractérise ont porté un projet d'avenir qui définit une orientation, un cap qui incarne l'Etat et des collectivités imaginatives, modernes, dont nous avons besoin pour assurer l'avenir de notre pays. Je voudrais vraiment à tous et toutes vous remercier pour l'esprit qui est à l'œuvre ici, pour l'excellente coopération qui a présidé à nos relations qui permettra à cette coopération d'aller encore plus loin dans l'affirmation et la mise en œuvre de nos ambitions et, comme le moment je crois est venu de signer, je propose que ceux qui s'opposent à la signature s'expriment maintenant ou se taisent à jamais. Merci à vous !